



ÉCONOMIE

Et si on parlait

du coût du capital ?

Le soleil de la croissance et de la relance de notre économie devra-t-il se contenter de vieilles lunes ? C'est ce que laissent à penser les mesures annoncées par le gouvernement Ayrault encourageant la poursuite des politiques d'austérité. Pourtant, l'aggravation des difficultés, l'appel de nombreux économistes, la note du Haut conseil de financement de la protection sociale, concourent à redéfinir les modèles économiques et sociaux qui plongent les pays et leurs salariés dans la crise. Décryptage.

Crédit d'impôts ou chèque en blanc ?

La mesure phare du Premier Ministre consiste en un nouveau cadeau aux entreprises de 20 milliards d'euros sur trois ans pour, précise-t-il, « reconstituer leur marge ». Il prendra la forme nouvelle d'un crédit d'impôts indexé sur la masse salariale déclarée en France pour des niveaux allant jusque 2,5 fois le smic, soit un salaire mensuel brut de 3 562 euros. Le Premier Ministre annonce que les comités d'entreprises et d'établissements seront informés de l'utilisation de ces crédits d'impôts. Une avancée en matière de transparence mais pas de droit, ces comités ne disposant que d'un avis consultatif. Une occasion manquée de leur confier des droits supplémentaires, notamment suspensifs en matière de plans de licenciements.

Qui va payer cette baisse de charges patronales ?

Ce crédit d'impôts serait financé pour moitié par une hausse de la TVA et pour l'autre par une diminution des dépenses publiques. Une baisse de charges des cotisations sociales payées par l'entreprise et une augmentation de la TVA supportée par les consommateurs. Cela ne vous rappelle-t-il pas la TVA sociale ? Pourtant, le candidat Hollande s'opposait au printemps dernier à un tel projet, d'ailleurs abrogé par le nouveau gouvernement. La mesure d'aujourd'hui, TVA sociale déguisée, recherche le même objectif : transférer le financement de la protection sociale du travail et des entreprises vers l'impôt et les citoyens usagers. Quant à la réduction de 10 milliards des dépenses publiques de l'Etat et des collectivités locales, elles auront un double effet négatif : la diminution des dépenses utiles, sociales et solidaires et une diminution des budgets des collectivités locales qui représentent les deux tiers de l'investissement public. Une nouvelle fois les salariés sont invités à payer une crise qui n'est ni la leur, ni celle du « coût » de leur travail.

Le constat est sans appel : l'austérité est à la fois injuste, inefficace et anti-démocratique.

Extrait du Manifeste des 120 économistes paru dans *Le Monde* du 3 octobre 2012.

En résumé, cet allègement indirect des charges des entreprises de 20 milliards d'euros soit une baisse de 6 % du coût du travail va accentuer la baisse du pouvoir d'achat, de la consommation intérieure donc interdire toute tentative de croissance. Ce choix de l'austérité rend impossible l'engagement pris d'inverser la courbe du chômage.

Qu'est ce qui coûte vraiment à l'économie française ?

Si on prend le cas des entreprises non financières (industrielles et de services), leur masse salariale a été multipliée par 3,6 depuis une trentaine d'années. Pendant ce temps, la somme des dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par 20. Ce n'est donc pas le travail l'élément de blocage de l'économie.

Non, ce qui a coûté pendant ces trente années, c'est le capital qui s'est accumulé et dont le coût s'est renchéri. Si on prend en compte les revenus de propriété versés aux actionnaires, dont les dividendes, ainsi que les charges d'intérêts des entreprises, on voit la même chose : ces charges financières augmentent beaucoup plus vite que les autres postes dans les comptes des sociétés. Depuis 2003, le montant des dividendes dépasse les investissements réalisés dans les entreprises. Les intérêts des entreprises payés aux banques en 2010 se chiffrent à 309 milliards d'euros quand le montant des cotisations sociales versées est de 145 milliards d'euros. Cela a un impact négatif sur l'emploi et l'investissement. Autre élément indiquant une des faiblesses de notre économie : la part dans le PIB des dépenses de recherche et développement. En France, elles représentent 2,21 % du PIB, contre 2,8 % en Allemagne, 3,4 % en Suède, 3,9 % en Finlande, près de 3 % aux États-Unis et 3,5 % au Japon. Rappelons que l'objectif de Lisbonne était de 3 %.

Si on changeait de mode de développement ?

Si la crise résulte de la dévalorisation du travail, la clef pour en sortir est de revaloriser le travail. Cela revêt plusieurs dimensions : l'emploi, les salaires, les conditions et le contenu du travail. Pourquoi toujours chercher de la flexibilité du côté du travail ? La rentabilité exigée par les marchés financiers est considérée comme intouchable, et il faudrait moduler le social en fonction de cette exigence : voilà ce qu'il faut inverser. Autre dimension : la promotion de l'investissement productif (les équipements mais aussi l'immatériel), la recherche et développement, la qualification des salariés. Pour ces deux objectifs, il faut se poser la question du financement : comment changer la logique de l'intervention des banques ? Vu sous cet angle, la création d'un pôle financier public, la démocratisation et la réorientation de la Banque centrale européenne, une réforme de la fiscalité favorisant l'investissement et pénalisant la spéculation prennent tout leur sens.

Tout cela c'est bien joli, mais quelles forces pour les imposer ?

Avez-vous entendu parler de l'appel des 120 économistes français contre l'austérité, du mouvement des économistes atterrés, de la note du Haut conseil du financement de la protection sociale mis en place en juillet dernier ? NON... Et pour cause : les médias ignorent toutes celles et ceux qui montrent une autre voix que celle de la règle d'or de l'austérité.

Dans sa note d'octobre 2012, le Haut conseil du financement de la protection sociale indique que *la compétitivité dépend d'autres facteurs que ceux du travail notamment du coût des matières premières et du capital.*

Les salariés ne doivent-ils pas s'interroger sur le fait qu'en l'espace de quelques semaines, la Confédération européenne des syndicats, qui jusqu'alors concentrait ses actions dans les débats de la Commission ou du Parlement européens, propose aux salariés de toute l'union européenne d'investir la rue pour faire entendre leur refus de l'austérité et leurs revendications en matière de pouvoir d'achat, d'emploi et de protection sociale ? Ne devons-nous pas prêter plus attention aux luttes pour le maintien de l'emploi dans notre pays qui se multiplient et qui trouvent, souvent, des soutiens de proximité auprès d'élus et du tissu associatif et citoyen ? Ces quelques exemples pour prendre conscience des contradictions en cours. Certes, un patronat à vocation usurière fait pression et se fait entendre du nouveau gouvernement. Mais, il existe aussi un renforcement du mouvement social en Europe qui se connecte avec les réflexions d'économistes, de scientifiques en proie aux mêmes maux. Ils veulent faire d'un autre partage des richesses issues du travail, l'axe central de la sortie de la crise financière, économique, sociale et sociétale.

Vous avez des questions à poser ?

Versez-les au débat à ufict@ufict.fnme-cgt.fr. Elles feront l'objet d'un prochain numéro.